

ANTIDOTE hebdo

aujourd'hui
plus que jamais
il est urgent de
se Syndiquer !



Le flash infos de la CGT Finances Publiques 44

N° 95 / 22 juin 2011

APPEL DE NOTE (DRFiP)

Cette année, dix-huit collègues de la **filière fiscale** (9 C, 7 B et 2 A) ont fait appel de leur notation. Dix d'entre eux/elles ont confié à la CGT le soin de défendre leur dossier en CAPL.

Sept ont obtenu une majoration de leur note chiffrée et un la modification de ses appréciations littérales.

Compte-rendu détaillé prochainement sur notre site intranet.

Côté **gestion publique**, gros retard dans la remise des notes...on ne sait pourquoi, alors que les congés d'été arrivent. Il faudra être attentif et ne pas hésiter à saisir la CGT en cas de problème.

« INFOS DE DERNIÈRE MINUTE »

Sous ce titre a circulé (circule encore ?) dans certains services un texte de l'UNSA, qui s'étonne que sa représentativité ne soit pas reconnue, que la DG ne lui permette pas d'être présente au sein des Comités Techniques et l'oblige à faire liste commune avec la CFTC... !

Nous, nous avons la faiblesse de penser que la représentativité ne se décrète pas mais qu'elle résulte des votes aux élections professionnelles.

A la DGFIP, plus de 90% des agents votent lors de ces élections, à la fois locales et nationales, qui permettent à chacune d'apprécier l'activité réelle déployée sur le terrain, tous les jours.

Cela concerne des dossiers collectifs, avec des revendications à défendre et une mobilisation à construire, tout autant que la défense individuelle des collègues en CAP ou par le biais d'intervention de tous ordres auprès de la direction.

La représentativité résulte avant tout de la confiance entre les personnels et les représentants syndicaux, femmes et hommes de bonne volonté qui informent, consultent, conseillent, retranscrivent, proposent des solutions à tous et à chacun.

Or donc, du haut de sa splendeur, l'UNSA s'arroge le droit de décréter qu'il existe trois syndicats « protestataires », CGT, SUD* et FO (et on sent bien dans le propos que protester n'est pas une qualité), face à deux syndicats de proposition, l'alliance citée plus haut et la CFDT (et encore la CFDT passe-t-elle dans l'axe du mal à propos de sa signature, conjointe avec celle de la CGT, de l'accord national sur la représentativité).

Les « protestataires » ne feraient donc jamais de propositions, n'en discuteraient jamais avec les agents à l'occasion d'heures mensuelles d'information ou de tournées de services, ne tiendraient pas d'assemblées générales de leurs syndiqué-es...

Vous y croyez à cette théorie simpliste du complot ? Aux méchants qui imposent leurs quatre volontés aux agents ? Aux pauvres agents qui votent sans réfléchir ? Au manque de diversité et de transparence dans les syndicats ?

Si c'est période électorale, ce n'est pas pour autant que le dénigrement est acceptable. Il nous arrive d'avoir des divergences sur les formes d'actions, des différences dans nos propositions : nous expliquons, nous argumentons. Après ça, ce sont les agents qui tranchent.

C'est en tout cas notre vision des choses, et nous avons confiance dans le jugement que porteront les collègues lors des prochaines échéances.

* Désolés pour nos camarades du SNUI, ils ont dus être avalés tout crus par la horde sauvage de SUD...

UN RSA AUSSI POUR LES RICHES !

Début mai, Laurent Wauquiez déclarait : « Quelle est pour moi la principale injustice dans notre pays ? C'est que celui qui travaille n'ait pas un véritable écart avec celui qui bénéficie des minima sociaux (...) Cette situation là est pour moi le cancer de la société française » (voir « Salauds de pauvres » - Antidote hebdo n° 91). Et voilà que l'on découvre au fil des jours l'existence de vrais assistés que M. Wauquiez n'a semble-t-il pas vus, bien que très

proches de sa petite personne.

M. Luc Ferry, tout d'abord, perçoit (depuis la fin de son détachement de l'université en octobre 2010) la paye d'un professeur sans jamais avoir donné un seul cours ! Ce monsieur touche donc en un mois sans aucune contrepartie ce que touche en un an une personne au RSA. On s'inquiète pour sa santé : à ce niveau, c'est un cancer en phase extrême...



Mme Christine Lagarde ensuite, perçoit une indemnité d'élu(e) à la mairie du 12ème arrondissement de Paris, sans avoir jamais mis les pieds à une réunion du conseil d'arrondissement depuis 2008. Alors, si certains s'indignent que des petites gens touchent 400 euros par mois sans qu'on les oblige à un travail forcé en contrepartie, nous nous indignons que des « importants » touchent 4000 euros et plus par mois, pour ce qui ressemble fort à des emplois fictifs.

Pour des millions de Français les emplois manquent, une poignée les cumule sans les honorer.

A propos de contrepartie, laquelle a-t-on exigé par ailleurs du groupe PSA, refusé à l'argent public comme les autres groupes du secteur automobile en 2009 ? Apparemment pas de maintenir l'emploi puisque le syndicat CGT de l'entreprise a révélé, preuve à l'appui, un projet de fermeture de deux usines en France et une en Espagne.

Quelle contrepartie a-t-on demandé aux banques pour lesquelles des milliards sont sortis des caisses de l'Etat, qui sont par contre toujours vides pour les salariés ? Apparemment pas l'interdiction de spéculer contre les peuples grecs, portugais...et français.

Ce qui donne de l'urticaire à Wauquiez et ses semblables, c'est l'idée même de solidarité.

Le Figaro Magazine l'illustre bien dans son numéro du 4 juin, sous la plume de Sophie Roquelle. Un dossier de 8 pages sur « la France des assistés » fait la promo de la proposition de Wauquiez qui « enthousiasme l'opinion, lasse de déverser toujours plus d'argent dans le puits sans fond de la solidarité ».

Voilà, c'est dit. En toute objectivité et indépendance journalistique bien sûr, par celle qui est l'épouse de Jean-François Cirelli, vice-président de GDF Suez, qui gagne plus de 2 millions d'euros par an. Soit plus d'un an de RSA par jour...



Un sigle peut en cacher un autre : le RSA version Wauquiez, c'est Rentiers, Spéculateurs et Agioteurs !